



Etablissement public du Mobilier national –
Musée national de céramique – Musée national
Adrien Dubouché – Manufactures nationales
de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la
Savonnerie – Atelier de recherche et création –
Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-
Velay

1 rue Barbier du Mets
75013 Paris

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA REPRISE DES
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE DU SITE DE SEVRES**

NUMERO : 2026-MAPA-06

Pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

(Établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national)

1 rue Barbier du Mets

75013 Paris

Décret 2024-1219 du 27 décembre 2024 portant création de l'établissement public

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Hervé LEMOINE

Président de l'Établissement public Manufactures nationales, Sèvres & Mobilier national

Dûment habilitée aux fins des présentes

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

L'Administratrice générale de l'Établissement public Manufactures nationales, Sèvres & Mobilier national

Ordonnateur :

L'Administratrice générale de l'Établissement public Manufactures nationales, Sèvres & Mobilier national

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'Établissement public Manufactures nationales, Sèvres & Mobilier national

Site d'exécution :

Sèvres – Musée et manufacture nationaux

Procédure de passation :

Marché ordinaire passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
CHAPITRE PREMIER : GENERALITES.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES.....	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Titulaire du marché.....	3
1.3 : Sous-traitance.....	5
1.3.1 : Conditions générales.....	5
1.3.2 : Désignation de sous-traitant en cours d'exécution du marché	5
1.4 : Tranches.....	6
1.4.1 : Tranche ferme.....	5
1.4.2 : Tranche optionnelle.....	5
1.5 : Intervenants	7
1.5.1 : Maître de l'ouvrage.....	7
1.5.2 : Maître d'oeuvre.....	7
1.5.2.1 : Contractant unique.....	5
1.5.2.2 : Sous-traitants.....	5
1.5.3 : Contrôle technique	8
1.5.4 : Coordination de chantier en matière de sécurité et de santé (CSPS)	8
1.5.5 : Coordination en matière de systèmes de sécurité incendie (S.S.I)	9
1.5.6 : Organisation de l'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC).....	9
1.6 : Mode de dévolution des travaux.....	9
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
2.1 Pièces particulières.....	3
2.2 Pièces générales en vigueur le 1er jour du mois M 0.....	3
ARTICLE 3 – MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE.....	3
3.1 : Contenu de la mission - Contenu des éléments de mission	6
3.1.1 : Contenu de la mission	6
3.1.2 : Contenu des éléments de mission	7
ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION.....	3
4.1 : Informations réciproques des cocontractants.....	6
4.1.1 : Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché.....	5
4.1.2 : Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage.....	5
4.1.3 : Secret professionnel.....	5
4.1.4 : Obligation de conseil.....	5
4.2 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	6
4.3 : Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage.....	6
4.3.1 : Forme de la notification.....	5
4.3.2 : Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage.....	5
4.3.3 : Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves.....	5
4.4 : Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre.....	6
4.5 : Utilisation des normes et de la langue française.....	6
4.6 : Lutte contre le travail dissimulé.....	6
4.6.1 : Lutte contre le travail dissimulé.....	5
4.6.2 : Emploi de travailleurs étrangers.....	5

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES 12

ARTICLE 5 : FORFAIT DE REMUNERATION..... 12

5.1 : Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération (mission de base & complémentaire).....	12
5.2 : Contenu du forfait de rémunération.....	12
5.3 : Le forfait définitif (Fd) de rémunération.....	13
5.4 : Modification du programme postérieure à la prise des engagements définitifs.....	15
5.5 : Modification en cours d'exécution du marché	15
5.5.1 : Modification prévue : passage au forfait définitif des travaux.....	5
5.5.2 : Modification apportées aux prestations du maître d'œuvre.....	5
5.6 : Dispositif de modulation de la rémunération	15

ARTICLE 6 : PRIX 15

6.1 : Nature du prix	15
6.2 : Mois d'établissement du prix du marché.....	15
6.3 : Régime de variation du prix.....	15
6.4 : Choix de l'index de référence.....	15
6.5 : Modalités de révision des prix	15
6.6 : Précisions sur l'application des coefficients de révision.....	16
6.7 : Clause de révision de l'avance.....	17

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES COMPTES DES TITULAIRES..... 17

7.1 : Avance.....	17
7.2 : Acomptes.....	18
7.2.1 : Calcul de l'acompte par phase de mission.....	7
7.2.1.1 : Pour l'établissement des documents d'études suivants (DIA, APS, APD, PRO, DCE)	7
7.2.1.2 : Pour l'exécution des prestations A.C.T.....	7
7.2.1.3 : Pour l'exécution des éléments VISA.....	7
7.2.1.4 : Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (D.E.T, AOR)	7
7.2.1.5 : Pour l'exécution des éléments ES-QE.....	7
7.2.1.6 : Rémunération des éléments.....	7
7.2.2 : Montant de l'acompte.....	7
7.2.2.1 : Etat périodique.....	7
7.2.2.2 : Projet de décompte périodique.....	7
7.2.2.3 : Décompte périodique.....	7
7.2.2.4 : Acompte périodique.....	7
7.2.3 : Modalités de règlement de l'acompte.....	8
7.2.3.1 : La demande d'acompte.....	7
7.2.3.2 : Échéancier de paiement des acomptes.....	7
7.2.4 : Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	8
7.3 : Solde.....	18
7.3.1 : Décompte final.....	7
7.3.2 : Décompte général – Etat du solde.....	8
7.3.3 : Acceptation du décompte général par le maître d'œuvre.....	8
7.3.4 : Décompte général et définitif	9
7.3.5 : Contestation sur le montant des sommes dues.....	9
7.4 : Modalités de paiement en cas de cotraitance.....	18
7.5 : Modalités de paiement en cas de sous-traitance.....	18
7.6 : Transmission des demandes de paiement.....	18
7.7 : Délais de paiement - Intérêts moratoires.....	18
7.8 : Prestations supplémentaires ou modificatives.....	18
7.9 : Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	18

7.10 : Nantissement et cession de créances.....	18
---	----

CHAPITRE III : DELAIS ET PENALITES POUR RETARD..... 22

ARTICLE 8 : DELAIS ET PENALITES EN PHASE "ETUDES" - 22

8.1 – Délais d'établissement des documents d'étude.....	Erreur ! Signet non défini.
8.1.1 - Délais ayant trait aux documents d'étude	Erreur ! Signet non défini.
8.1.2 - Délais ayant trait aux documents d'étude	Erreur ! Signet non défini.
8.1.3 – Délais ayant trait à l'assistance pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT).....	Erreur ! Signet non défini.
8.1.4 – Délais ayant trait à la direction de l'exécution des contrats de travaux.....	37
8.1.5 – Délais après réception des travaux (DOE)	38
8.1.6 - Prolongation des délais	38
8.2 – Pénalités pour retard	38
8.2.1 – Généralités	38
8.2.2 – Phase d'étude.....	39
8.2.3 – Direction de l'exécution des travaux	39
8.2.4 – Dossier après travaux (DOE)	39
8.2.5 – Pénalité pour retard et absence aux rendez-vous	39
8.2.6 – Pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études.....	39
8.3 : Réception des documents d'études	Erreur ! Signet non défini.
8.3.1 – Présentation des documents	39
8.3.2 – Nombre d'exemplaires	Erreur ! Signet non défini.
8.3.3 – Délais de réception du maître d'ouvrage.....	40

ARTICLE 9 : DELAIS ET PENALITES EN PHASE " TRAVAUX" 25

9.1 : Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	25
9.1.1 : Délai de vérification	25
9.1.2 : Pénalités pour retard	26
9.2 : Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs.....	26
9.2.1 : Délai de vérification	26
9.2.2 : Pénalités pour retard	26
9.3 : Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation.....	27
9.4 : Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement.....	27
9.5 : Pénalités en cas de retard dans la notification des ordres de service aux entrepreneurs.....	27
9.6 : Suspension des délais de paiement.....	27
9.7 : Non réalisation des constatations contradictions.....	27

CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX 28

ARTICLE 10 : CONTROLE DES COUTS DE L'OPERATION 28

ARTICLE 11 : COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (CP)..... 28

11.1 : Enveloppe et contenu des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
11.1.1 - Contrôle des coûts prévisionnels des travaux.....	39
11.1.2 Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cpd)	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 12 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DES PRIX 29

ARTICLE 13 : TOLERANCE DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	29
ARTICLE 14 : SEUIL DE TOLERANCE.....	29
ARTICLE 15 : COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX.....	29
CHAPITRE V : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	30
ARTICLE 16 : COUT DE REALISATION DES TRAVAUX (CRT)	30
ARTICLE 17 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT du CRT	30
ARTICLE 18 : TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	30
ARTICLE 19 : SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	30
ARTICLE 20 : COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE.....	31
ARTICLE 21 : REFACTION POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE.....	31
ARTICLE 22 : MESURES CONSERVATOIRES	31
ARTICLE 23 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	31
ARTICLE 24 : UTILISATION DES RESULTATS	31
24.1 : Définition des résultats	32
24.2 : Régime d'utilisation des résultats.....	32
24.3 : Droits objets de la cession.....	32
24.4 : Obligation de confidentialité.....	32
24.5 : Exploitation commerciale des résultats.....	32
ARTICLE 25 : ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	32
CHAPITRE VI : RÉSILIATION DU MARCHÉ PUBLIC - CLAUSES DIVERSES.....	30
ARTICLE 26 : REGLEMENT A L'AMIABLE DES DIFFERENTS.....	32
ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC	32
27.1 : Résiliation du fait du maître d'ouvrage.....	32
27.2 : Résiliation du marché public aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers.....	32
27.3 : Exécution de la prestation aux frais et risques du maître d'œuvre.....	32
27.4 : Résiliation sur demande du maître d'œuvre.....	32
27.5 : Résiliation pour événements liés au marché.....	32
27.6 : Résiliation pour non remise des documents demandés dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé.....	32
27.7 : Résiliation encourue en cas de non-respect par le maître d'œuvre de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé.....	32
ARTICLE 28 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	32
ARTICLE 29 : ASSURANCES.....	33
ARTICLE 30 : CLAUSES DIVERSES.....	33
30.1 - Règlement des litiges	Erreur ! Signet non défini.
30.2 - Arrêt momentané des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
30.3 – Dérogations.....	Erreur ! Signet non défini.

PREAMBULE

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielle et du geste ainsi que du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement et de l'Ecole des arts textiles déployée sur deux sites à Paris et à Lodève.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

Le présent marché concerne le site de Sèvres, où se trouvent la Manufacture de céramique et le Musée national de la céramique.

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

ARTICLE 1^{er} - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES

1.1 – Objet du présent marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) a pour objet la maîtrise d'œuvre relative à la reprise des installations de chauffage du site de Sèvres de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier National.

Le marché est un marché de Services.

Les prestations relèvent du champ d'application du CCAG-MOE approuvé par arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations expressément prévues au présent CCAP.

Cette opération sera menée dans le cadre d'une démarche de qualité environnementale, conformément aux objectifs de l'établissement.

Opération : reprise des installations de chauffage du site de Sèvres (92)

Lieu d'exécution : Site de la Manufacture de Sèvres, 4 Grande Rue, 92310 Sèvres.

Périmètre des études de MOE :

- local de chaufferie situé dans le bâtiment des Archives (bâtiment 18)
- locaux des étuves : situés dans le bâtiment des Ateliers (corps de bâtiment 7-8)

Code(s) CPV de la consultation :

- 71300000 Service d'ingénierie ;
- 71321200 Services de conception des systèmes de chauffage ;
- 71315210 Services de conseil en installations techniques de bâtiment.

La mission du titulaire comprend une mission de base au sens des articles R2431-20 à R2431-20 du code de la commande publique.

L'opération objet de la présente consultation entre dans le cadre d'un marché de service de Maîtrise d'œuvre et dans le champ d'application des dispositions du livre IV (2^{ème} Partie) du code de la commande publique, des Articles L.2410-1 à L.2432-2 (partie législative) et des Articles R.2412-1 à R.2432-7 (partie réglementaire).

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie d'ouvrage bâtiment – réhabilitation au regard à l'article R2431-3 du Code de la commande publique.

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission prévus à l'article 3.1.

1.2 – Titulaire du marché : identification

Le maître d'œuvre peut être un contractant unique, ou un groupement.

Dans le cas d'un contractant unique, le maître d'œuvre est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, le groupement doit être solidaire, ou conjoint avec mandataire solidaire.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. La nature du groupement est précisée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement. Le mandataire est solidaire de chacun des membres.

Les caractéristiques du groupement conjoint titulaire du marché, désigné dans le présent C.C.A.P sous le nom générique de "Maître d'oeuvre", sont précisées à l'article B de l'Acte d'Engagement.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique contractante.

1.3 : Sous-traitance

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'accord du représentant du maître d'ouvrage et de l'agrément des conditions de paiement.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE ; *toutefois, conformément aux dispositions de l'article 37 du code de déontologie des architectes, l'architecte titulaire ne peut donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture.*

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le maître d'œuvre doit remettre contre récépissé au représentant du maître d'ouvrage ou lui adresser par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal un projet d'acte spécial (imprimé DC4) et les documents dont la liste sera communiquée par le maître d'ouvrage.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir qu'après signature et notification par le maître d'ouvrage de l'acte spécial de sous-traitance.

1.4 : Tranches

Le marché comporte la tranche ferme et la tranche optionnelle suivantes :

Tranche ferme

N°	Intitulé
1	Travaux dans la chaufferie centrale du site dans le bâtiment 18 et reprise du calorifugeage du réseau de chauffage
Tranche optionnelle	
N°	Intitulé
1	Travaux de chauffage des étuves du bâtiment 8

Une mission complémentaire DIA (diagnostic), en amont de la mission de base, est confiée au prestataire dans le cadre de ce marché sur le périmètre des locaux des «étuves» situé au RDC et R+1 du bâtiment 7-8.

A l'issue de cette phase diagnostic et à partir des conclusions et préconisations étayées du lauréat, le représentant de la maîtrise d'ouvrage se prononcera sur l'élargissement du périmètre des travaux à la reprise du système de chauffage des étuves du bâtiment 7 et 8.

1.4.1 : Tranche ferme

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification du marché et se termine à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA).

1.4.2 : Tranche optionnelle

La tranche optionnelle correspondant à l'élargissement du périmètre des missions études et exécution des travaux aux installations de chauffage dédiées aux étuves, situés au RDC et R+1 du bâtiment 7/8.

La tranche optionnelle pourra être affermie par décision de la maîtrise d'ouvrage, représentant du pouvoir adjudicateur. L'affermissement donnera lieu à l'émission d'un ordre de service, précisant le point de départ du délai d'exécution.

La tranche optionnelle est affermie ou non par décision du maître d'ouvrage, dans les 2 mois suivant la remise du rapport d'étude diagnostic (phase DIA), assortie des préconisations techniques et financières pour la reprise du système de chauffage des locaux des étuves.

Lorsque le maître d'ouvrage affermit la tranche optionnelle dans le délai maximum fixé pour l'affermissement, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité d'attente.

En cas d'affermissement tardif d'une tranche optionnelle, il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage n'affermit pas une tranche optionnelle, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni paiement de quelque nature que ce soit.

LE TITULAIRE NE POURRA PRETENDRE A AUCUNE INDEMNITE DANS L'HYPOTHESE OU LA TRANCHE OPTIONNELLE NE SERAIT PAS AFFERMIE

1.5 : Intervenants

1.5.1 : Maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est :

L'Etablissement public des Manufactures Nationales, Sèvres et Mobilier Nationales (MNSMN), sous tutelle du Ministère de la Culture, réunissant le Mobilier national et la Cité de la Céramique – Sèvres & Limoges, sis 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris.

Représenté par Hervé Lemoine, Président.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom «le maître d'ouvrage» ou «le pouvoir adjudicateur».

La conduite d'opération est assurée par le Pôle Immobilier du Service des bâtiments et de la logistique, de Direction des Bâtiments et de la sécurité des sites de Sèvres et Limoges.

La personne responsable de la conduite du marché est la cheffe du pôle immobilier, en charge de l'opération. Interlocuteur : Violaine LIGNAC

Adresse e-mail : violaine.lignac@sevresciteceramique.fr

Il appartient au maître d'ouvrage :

- De définir le programme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et, notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux ;
- De fixer les objectifs de développement durable, s'ils ne font pas partie du programme ;
- D'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération ;
- D'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux.

Il fournit, avant le début des études, tous les documents nécessaires au maître d'œuvre. En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

Le maître d'ouvrage donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site et aux ouvrages existants.

1.5.2 : La maîtrise d'œuvre

1.5.2.1 – Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article B de l'acte d'engagement (AE).

1.5.2.2 – Sous-traitant

La définition de sous-traitants ainsi que les modalités de contractualisation avec le ou les sous-traitants éventuels sont traités à l'article 1.3 du présent CCAP : « Sous-traitance ».

1.5.3 : Contrôle Technique

En application de la Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 (J.O du 5 janvier 1978) relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et de ses textes d'application, l'opération objet du présent marché est soumise au contrôle technique.

Une mission de contrôle technique sera confiée à un organisme agréé. Le Contrôleur Technique assurera les missions de contrôle relatives à la Solidité des ouvrages et à la sécurité des personnes et éventuellement des missions complémentaires.

La mission confiée au contrôleur technique est définie ci-après :

- à la sécurité des personnes (S) dans les établissements recevant du public (SEI) ;
- à la compatibilité des travaux avec l'existant (mission LE) ;
- au fonctionnement des installations (F)

Le contrôleur technique aura à sa charge :

- La mise en conformité avec les réglementations en vigueur.
- La vérification de la conformité de l'installation de gaz.
- L'établissement d'un certificat de conformité.

Le contrat du Contrôleur Technique est à la charge et sera passé par Maître de l'ouvrage.

Le Maître d'oeuvre devra, le cas échéant, tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du Contrôleur Technique, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié, après accord du Maître d'ouvrage, pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que lors de la réalisation de l'ouvrage.

Dès que le contrôleur technique aura été désigné, le Mandataire notifiera au Maître d'oeuvre son identité, ses coordonnées et son cahier des charges.

1.5.4 : Coordination de chantier en matière de sécurité et de santé (CSPS)

Conformément à la Loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets d'application 94-1159 du 26 décembre 1994 et 95-543 du 4 mai 1995, et en fonction des caractéristiques de l'opération il sera fait appel à l'intervention d'un Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé agréé. L'opération est classée en :

- 3^{ème} catégorie - Coordonnateur de niveau 3

Le contrat du Coordonnateur sécurité santé est à la charge du Maître de l'ouvrage et sera passé par le Mandataire.

Le Maître d'oeuvre devra tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, que le représentant du Maître de l'ouvrage lui aura notifié, après accord du Maître d'ouvrage, pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que lors de la réalisation de l'ouvrage.

Dès que le coordonnateur aura été désigné, le Mandataire notifiera au Maître d'oeuvre son identité, ses coordonnées et son cahier des charges.

1.5.5 : Coordination en matière de systèmes de sécurité incendie (S.S.I)

Sans objet pour la présente consultation.

1.5.6 : Organisation de l'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Sans objet pour la présente consultation.

1.6 : Mode de dévolution des travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en groupements homogènes de lots associant des corps d'état proches ou similaires.

Dans cette dévolution de marché, chacun des marchés fera l'objet d'un lot unique (**LU**) à conclure :

- Avec une seule entreprise (**EU**) ;
- Ou avec des entreprises groupées solidaires (**EGS**).
- Ou avec des entreprises groupées conjointes (**EGC**).

Le choix définitif entre un marché unique ou des marchés séparés sera confirmé au plus tard après l'approbation des études d'avant-projet définitif (APD). Le mode de dévolution retenu est sans incidence sur le coût prévisionnel des travaux et sur la rémunération du titulaire.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – MOE (version 2021), les pièces constitutives du marché sont les pièces particulières (voir 2.1 ci-après) et les pièces générales (voir 2.2 ci-après). Ces pièces sont énumérées dans leur ordre décroissant de priorité, les pièces particulières primant sur les pièces générales.

2.1 : Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 01 & 02 AE DPGF DCC insta° chauffage SÈVRES : répartissant par onglet les décompositions suivantes :
 - Annexe n°1 AE DPGF : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) : répartition du forfait de rémunération entre les différents éléments constitutifs de la mission
 - Annexe n°2 AE DPGF co-traitant : Répartition du forfait de rémunération entre les membres du groupement conjoint titulaire du marché ;
 - Annexe n°03 : La(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément des conditions de paiement – DC4 (le cas échéant) téléchargeables sur le site suivant :
 - <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le programme technique incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles et ses annexes ;
- Le calendrier prévisionnel renseignant sur les durées d'études et de travaux de la mission.
- Les pièces écrites et graphiques remise par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
 - * Les pièces graphiques :

- Annexe n°4 : Plan_masse_site_Sèvres_2024 (format PDF)
- Annexe n°5 : Plan_réseaux_Sèvres_200e_2023 (format PDF)
- Annexe n°6_Bât_18_Plan_toiture_50è_2006 (format PDF)
- Annexe n°7_Bât_18_Elev°Sud&est_50è_2006
- Annexe n°8_Bât_18_Elev°Nord&ouest_2006
- Annexe n°9_Bât_7_8_Plan_toiture_Bât_7_8_50è_2004
- Annexe n°10_Bât_7_8_Coupe_AA_Bât_7_8_50è_2004

* Les pièces écrites :

- Annexe n°11 : Diagnostic des installations de chauffage par le BET JLM_2024
- Annexe n°12 : Bilan_thermique_Sèvres_CET_Ingénierie_2024
- Annexe n°13 : DOE_résumé_installa°chaudière_BERNET_2006
- Le cadre de réponse technique (CRT) du Titulaire : l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
 - Annexe n°10 : attestation de visite dûment datée et signée par le titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché (Pour Mémoire : chaque acte spécial constituera, dès sa notification, une annexe à l'acte d'engagement sur le principe d'un acte spécial par sous-traitant) ;
- Tout élément étayant la décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

2.2 : Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Les textes législatifs, réglementaires (décrets, arrêtés) et techniques à caractère normatif : normes, D.T.U. (cahier des charges et règles de calcul), règles de sécurité contre l'incendie pour les établissements recevant du public, avis techniques, essais, homologations, agréments des matériaux et matériels, etc., non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire. ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du présent marché, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations.

ARTICLE 3 – MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

3.1 : Contenu de la mission - Contenu des éléments de mission

3.1.1 : Contenu de la mission

Le présent marché se rapporte à une mission de maîtrise d'oeuvre constituée des éléments suivants :

A : Les éléments constitutifs de la mission de base

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'oeuvre tout ou partie des éléments de mission suivants ou définis dans l'acte d'engagement :

A.P.S	Etudes d'Avant-Projet Sommaire
A.P.D	Etudes d'Avant-Projet Définitif
PRO	Etudes de Projet
DCE	Dossier de consultation des entreprises
ACT	Assistance pour la passation du(des) Contrat(s) de Travaux
VISA	Examen de la conformité au projet et Visa des études d'exécution faites par le(s) titulaire(s) du(des) contrat(s) de travaux
DET	Direction de l'Exécution des Travaux
AOR	Assistance pour les Opérations de Réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Le contenu de ces éléments de mission de maîtrise d'oeuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé est définie conformément aux articles R.2431-1 et suivants du Code de la commande publique précisant les modalités d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'oeuvre.

En particulier, les études d'avant-projet définitif (APD) comprennent l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'oeuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire le cas échéant et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

L'opération est conduite suivant une démarche environnementale selon les modalités et objectifs définis dans le Programme à l'article IV « Objectifs environnementaux ». Il est rappelé que la mise en oeuvre de cette démarche fait partie intégrante de la mission de base du maître d'oeuvre, notamment dans ses aspects de réalisation des études réglementaires en particulier thermique.

Une mission complémentaire Etudes Spécifique à la Qualité Environnementale (ES-QE) décrite ci-après, est quant à elle prévue pour tous les éléments demandés dans le Programme de l'opération qui vont au-delà de ce qui est prévu à la mission de base de maîtrise d'oeuvre.

B : Les éléments complémentaires de la mission de base

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'oeuvre tout ou partie des éléments de mission suivants ou définis dans l'acte d'engagement :

DIA	Etudes diagnostics tout corps d'état des locaux des étuves situés bâtiment 7-8
ES-QE	Les Etudes spécifiques liées à la qualité environnementale

Bien qu'aucun autre élément complémentaire ne lui soit confié, le Maître d'oeuvre doit néanmoins assurer son obligation de conseil auprès du Maître de l'ouvrage.

3.1.2 : Contenu des éléments de mission

Le contenu de chaque élément de mission est indiqué aux articles 3.3 (mission de base) et 3.4 (mission complémentaires) du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) joint au présent C.C.A.P.

Chacun des éléments de mission ci-dessus constitue une phase technique. Celles-ci sont reprises pour la tranche ferme et la tranche optionnelle au sein de la DPGF. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces phases techniques selon les modalités prévues à l'article 25 du CCAP : « Achèvement de la mission ».

Conformément à l'article 3 du CCAG-MOE, il est tenu :

- d'une obligation de diligence,
- d'une obligation de conseil,
- d'une obligation de résultat pour les prestations qui s'y prêtent.

Il agit en toute indépendance dans l'exercice de sa mission.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION

4.1 – Informations réciproques des cocontractants

4.1.1 - Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe sans délai le maître d'ouvrage.

4.1.2 - Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

4.1.3 - Secret professionnel

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le maître d'œuvre s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au présent marché.

Aucune diffusion ou présentation par le maître d'œuvre de documents, aucun exposé oral concernant l'état du musée, son organisation et ses procédures ne peut se faire sans l'accord écrit du maître d'ouvrage.

En cas de violation par le maître d'œuvre des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché aux torts du maître d'œuvre, après mise en demeure restée infructueuse.

Le maître d'œuvre ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée du présent marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité.

4.1.4 - Obligation de conseil

Les membres de l'équipe du maître d'œuvre sont tenus à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission dans les règles de l'art. Chaque membre de l'équipe est tenu d'attirer l'attention du maître d'ouvrage sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du présent marché. A ce titre, le maître d'œuvre doit en particulier mettre en garde le maître d'ouvrage contre les conséquences fâcheuses de dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance ou qu'il est possible de relever à l'examen du projet, et des dispositions prises par les différents intervenants pour en assurer la qualité de l'exécution et ce, tout au long de sa mission.

Le maître d'œuvre est tenu d'informer et de conseiller le maître d'ouvrage tout au long de la réalisation de la présente opération (phases « études » et « travaux »). En cas de manquement à cette obligation, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une pénalité de **deux euros (200,00 €) par manquement constaté**, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels le maître d'ouvrage pourrait prétendre.

4.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. La résiliation du présent marché sera prononcée aux frais et risques du maître d'œuvre lorsque l'article 6.1 du CCAG-MOE ne sera pas respecté. Le maître d'œuvre s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG-MOE, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au présent marché.

4.3 - Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

4.3.1 - Forme de la notification

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée ou courriel avec accusé de réception.

4.3.2 - Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation ;
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

4.3.3 - Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de **cinq (5) jours calendaires** ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut refuser de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service qui seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire. Dans ce cas, il doit notifier par écrit au maître d'ouvrage son refus motivé dans un délai de **quinze (15) jours** suivant la réception de cet ordre de service.

Par dérogation aux dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus de six (6) mois après la notification du marché. Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de quinze (15) jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au maître d'ouvrage, pour éventuellement proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. S'il ne propose pas de nouvelle date de démarrage des prestations ou si la date qu'il propose n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 29.2 du CCAG-MOE. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

4.4 - Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans un délai de **quarante-huit (48) heures**, et dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux. Les ordres de service doivent être remis en deux (2) exemplaires au maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité de **cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard** – compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été.

Toutefois, dans les cas mentionnés ci-dessous, le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- notification de la date de commencement des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- ordre de service ayant un impact financier.

4.5 - Utilisation des normes et de la langue française

Dans tous les documents fournis, le maître d'œuvre s'engage à n'appliquer que les normes et les mesures françaises ou autres normes applicables en France en vertu des accords internationaux ou de la transposition de directives européennes, en application du décret n° 84-74 du 26 janvier 1984 fixant le statut de la normalisation, modifié par le décret n° 93-1235 du 15 novembre 1993. Les dérogations éventuelles à ces normes doivent être motivées et récapitulées dans les contrats de travaux.

Tous les documents seront rédigés en langue française. Si les documents fournis par le maître d'œuvre ne sont pas rédigés en langue française, le maître d'ouvrage peut exiger que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.6 – Lutte contre le travail dissimulé

4.6.1 – Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le maître d'œuvre transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Le maître d'œuvre s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le maître d'ouvrage est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du maître d'œuvre au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le maître d'œuvre dispose d'un délai de

deux (2) mois pour répondre à l'injonction du maître d'ouvrage. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le maître d'ouvrage peut résilier le marché, sans indemnité aux frais et risques du maître d'œuvre.

4.6.2 – Emploi de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le maître d'œuvre a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au maître d'ouvrage tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche ; sa nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 5 - FORFAIT DE REMUNERATION

5.1 : Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération (mission de base et complémentaire) de la tranche ferme et de la tranche optionnelle

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché conclu à prix forfaitaire et provisoire.

Le forfait de rémunération du Maître d'oeuvre est réputé être :

- appréhendé sur la base du programme de l'opération;
- provisoire (FP), conformément aux dispositions du III de l'article R.2112-18 du code de la commande publique ;
- Forfait Provisoire de rémunération ($FP = Fp-TF + Fp-TO$) = Forfait provisoire de la mission de Base ($F_{MBTF} + F_{MBTO}$) + Forfait élément complémentaire ($F_{MCOTF} + F_{MCOTO}$)

$$\text{Soit : } Fp-TF \text{ et } Fp-TO = F_{MBTF} + F_{MBTO} + F_{MCOTF} + F_{MCOTO}$$

Relation dans laquelle $F_{MBTF} + F_{MBTO}$ est le résultat du produit du taux de rémunération (noté " t_{TF} " pour la tranche ferme et noté " t_{TO} " pour la tranche optionnelle exprimé en pourcentage, et fixé à l'article B1.2 de l'Acte d'Engagement) par la partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux (notée " **Ef-TF et Ef-TO** ") par le Maître d'ouvrage, si le coût prévisionnel n'est pas encore connu ;

$$\text{soit : } F_{MBTF} = t_{TF} \cdot Ef-TF$$

$$\text{soit : } F_{MBTO} = t_{TO} \cdot Ef-TO$$

$$\text{soit : } FMB = F_{MBTF} + F_{MBTO}$$

Ce forfait provisoire " FMB " est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 fixé dans l'Acte d'Engagement du présent marché.

Le forfait définitif (noté “ **F_D** ”) de rémunération sera celui qui résultera de l’application des dispositions fixées à l’article 5.3 ci-après.

5.2 : Contenu du forfait de rémunération

Le maître d’œuvre a apprécié la complexité de la mission au regard du type et de la technicité de l’ouvrage, de son insertion dans l’environnement, des exigences et contraintes du programme pour proposer sa rémunération.

Ce forfait est exclusif de toute autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d’œuvre s’engage à ne percevoir aucune autre rémunération d’un tiers au titre de la réalisation de l’opération.

Le forfait définitif de rémunération est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études figurant à l’acte d’engagement.

Le montant indiqué dans l’acte d’engagement tient compte notamment (l’énumération n’est pas limitative) :

- du programme ;
- du coût prévisionnel des travaux ;
- de l’étendue et du contenu de la mission définie dans le présent CCAP et le CCTP ;
- des délais impartis et des moyens à mettre en œuvre ;
- de la durée prévisionnelle des travaux, et leur éventuel phasage ;
- du mode de dévolution des travaux ;
- de l’engagement à respecter le coût prévisionnel des travaux ;
- des assurances à souscrire ;
- du degré de complexité de la mission.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Le prix du présent marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, conformément à l’article 10.1.3 du CCAG-MOE. Lorsque le taux ou l’assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l’époque du fait générateur, du taux ou de l’assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le maître d’œuvre des prestations confiées au sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du maître d’œuvre au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

En complément des dispositions de l’article 10.1.3 du CCAG-MOE, il est précisé que le prix du présent marché inclut tous les frais résultant de l’exécution des missions confiées au maître d’œuvre. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- les frais de main d’œuvre ;

- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des personnels ;
- les travaux de secrétariat ;
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le maître d'œuvre doit établir dans le cadre de sa mission ;
- les fournitures de bureaux, les matériels et logiciels informatiques nécessaires à la mission.

5.3 : Le forfait définitif (F_D) de rémunération

Le forfait définitif " F_D " est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M₀ fixé à l'article 1^{er} de l'Acte d'Engagement du présent marché.

La transformation du forfait provisoire (F_P) de rémunération en un forfait définitif (F_D) de rémunération se fera par un avenant au marché qui sera établi après réception par le Maître de l'ouvrage des études d'A.P.D. Les éléments de mission déjà réalisés à la date de souscription de cet avenant (soit les éléments A.P.S et A.P.D et, le cas échéant, le Diagnostic) seront rémunérés pour leurs valeurs initiales telles que ces dernières sont indiquées dans l'Annexe n° 1 à l'Acte d'Engagement, complétée, si besoin, par l'annexes 2, audit Acte d'Engagement.

5.4 : Modification du programme postérieure à la prise des engagements définitifs

Dans le cas d'une modification de programme intervenant postérieurement à la prise des engagements définitifs (C_D et F_D) définis ci-avant, un avenant pourra être conclu entre les parties.

Dans le souci de ne pas arrêter le déroulement de l'opération, un Ordre de Service " transitoire " pourra être établi et notifié au Maître d'œuvre, conformément aux dispositions prévues précédemment.

5.5 : Modification en cours d'exécution du marché

5.5.1 – Modification prévue : passage au forfait définitif des travaux

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération font l'objet d'une clause de réexamen, conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

Le forfait de rémunération de la mission de base du maître d'œuvre est établi de la manière suivante :

- le forfait provisoire de la tranche ferme (F1p-TF) qui est fixé à l'article B1.2 de l'acte d'engagement (AE) sur la base du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux. (Ef-TF)
- le forfait définitif (F1d-TF) qui sera fixé par avenant parallèlement à la fixation définitive du coût prévisionnel des travaux après validation de l'APD. Il est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m₀ de remise de l'offre et du taux de rémunération (t) de la mission de base précisé à l'article B1.2 de l'AE. Il pourra être révisable suivant la formule définie à l'article 5.1 du présent CCAP pourra subir une modulation ou un ajustement conformément au dispositif précisé à l'article 5.6.
- le cas échéant, le forfait provisoire de la tranche optionnelle (F1p-TO) qui est fixé à l'article B1.2 de l'acte d'engagement (AE) sur la base du montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux. (Ef-TO)

- le cas échéant, le forfait définitif (F1d-TO) qui sera fixé par avenant parallèlement à la fixation définitive du coût prévisionnel des travaux après validation de l'APD. Il est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo de remise de l'offre et du taux de rémunération (t) de la mission de base précisé à l'article B1.2 de l'AE. Il pourra être révisable suivant la formule définie à l'article 10.3.1 du présent CCAP et pourra subir une modulation ou un ajustement conformément au dispositif précisé à l'article 8.2.3.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même opération.

5.5.2 – Modification apportées aux prestations du maître d'œuvre

En application des dispositions de l'article 14 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage peut prescrire, par décision notifiée au maître d'œuvre, des études particulières et des modifications aux prestations du maître d'œuvre. Il peut également accepter les modifications qui lui sont proposées par le maître d'œuvre.

Ces modifications de prestations peuvent entraîner une modification du forfait de rémunération et éventuellement de l'estimation des travaux et du calendrier.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage invite le maître d'œuvre à proposer, dans un délai de 15 jours, un nouveau forfait de rémunération et une nouvelle estimation, avec toutes justifications utiles. Ces nouvelles conditions financières sont arrêtées d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et font l'objet d'un avenant au marché.

Si un accord n'a pas pu intervenir dans le délai de 30 jours compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de la proposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage fixe par décision notifiée au maître d'œuvre des prix ou un forfait de rémunération provisoire.

5.6 : Dispositif de modulation de la rémunération

Le forfait définitif de rémunération reste égal au forfait provisoire de rémunération quand le coût prévisionnel (Cp-TF et Cp-TO) est inférieur ou égal à l'enveloppe financière (Ef-TF et Ef-TO) affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Evolution du coût prévisionnel	Forfait de rémunération
$Cp-TF \leq Ef-TF$	$Fd-TF = Fp-TF$
$Cp-TO \leq Ef-TO$	$Fd-TO = Fp-TO$

Le forfait définitif de rémunération sera modulé dans le cas où le coût prévisionnel (Cp-TF et Cp-TO) est supérieur à l'enveloppe financière affectée aux travaux (Ef-TF et Ef-TO) par le maître d'ouvrage, éventuellement corrigée des modifications de programme que celui-ci a demandées, sans la dépasser de plus de 10 %

Evolution du coût prévisionnel	Forfait de rémunération
$Ef-TF < Cp-TF \leq 1,10 Ef-TF$	$Fd-TF = t_{TF} * Cp-TF$
$Ef-TO < Cp-TO \leq 1,10 Ef-TO$	$Fd-TO = t_{TO} * Cp-TO$

Le forfait définitif de rémunération est plafonné dans les conditions prévues au tableau suivant lorsque le cout prévisionnel (Cp-TF et Cp-TO) est supérieur de plus de 10 % à l'enveloppe financière affectée aux travaux (Ef-TF et Ef-TO) par le maître d'ouvrage, éventuellement corrigée des modifications de programme que celui-ci a demandées, sans préjudice de l'article 11.1.1 (contrôle des coûts prévisionnels des travaux) du CCAP :

Evolution du coût prévisionnel	Forfait de rémunération
$Cp-TF > 1,1 \text{ Ef-TF}$	$Fd-TF = t_{TF} * 1,10 \text{ Ef-TF}$
$Cp-TO > 1,1 \text{ Ef-TO}$	$Fd-TO = t_{TO} * 1,10 \text{ Ef-TO}$

Ef-TF: enveloppe financière affectée aux travaux de la tranche ferme par le maitre d'ouvrage, Cp-TF : cout prévisionnel des travaux de la tranche ferme, t_{TF} : taux de rémunération provisoire de la tranche ferme, Fd-TO : forfait définitif de la tranche ferme, Fp-TO : forfait provisoire de la tranche ferme

Ef-TF: enveloppe financière affectée aux travaux de la tranche optionnelle par le maitre d'ouvrage, Cp-TF : cout prévisionnel des travaux de la tranche optionnelle, t_{TO} : taux de rémunération provisoire de la tranche optionnelle, Fd-TO : forfait définitif de la tranche optionnelle, Fp-TO : forfait provisoire de la tranche optionnelle

ARTICLE 6 - PRIX

6.1 : Nature du prix

Les prix sont issus de la décomposition forfaitaire des prix (DPGF).

Ils sont réputés révisables et ajustables.

Outre les dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, le prix proposé à l'article 3.2 de l'Acte d'Engagement comme montant de la rémunération du Maître d'oeuvre est réputé être un prix global forfaitaire :

- couvrant la totalité de la mission objet du présent marché.
- tenant compte de la complexité de l'opération et de la démarche qualité environnementale

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au lot de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6.2 : Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 fixé à l'article 1er de l'Acte d'Engagement.

6.3 : Régime de variation du prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 6.5 ci-après « Modalités de révision des prix ».

6.4 : Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du Maître d'oeuvre est l'index Ingénierie, noté " I " (base 100 en janvier 1973).

6.5 : Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 5.3 ci-dessus est effectuée par l'application au prix du marché de coefficients de révision (notés " **Cr** ") donnés par la relation :

$$C_R = 0,125 + (0,875 I_m/I_o)$$

Et dans laquelle :

- **I_o** est l'indice Ingénierie lu en valeur du mois **M₀** ;

- **I_m** est l'indice Ingénierie du mois d'exécution « **m** » déterminé comme suit :

Pour les éléments d'études DIA APS, APD, PRO, DCE, ACT et ES-QE :

a : Pour les éléments dont la durée d'exécution est inférieure ou égale à un mois :

m = valeur du coefficient correspondant au mois au cours duquel l'élément est remis au Maître de l'ouvrage;

b : Pour les éléments d'études dont la durée d'exécution est supérieure à un mois :

l'élément d'étude sera décomposé en autant de parties égales que de mois d'exécution, chacune de ces parties étant affectée du coefficient de révision correspondant à l'un des mois d'exécution.

Pour l'élément VISA

Valeur du coefficient applicable au mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'article 7.2.1.3 ci-après est remis au Maître de l'ouvrage.

Pour l'élément DET

Valeur du coefficient applicable au mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 7.2.1.4.a ci-après.

Pour l'élément AOR

Pour chacune des trois premières parties (b1, b2 et b3) de l'élément A.O.R, définies à l'article 7.2.1.4.b ci-après, il convient de prendre en compte la valeur du coefficient applicable au mois au cours duquel les documents cités ont été remis au Maître de l'ouvrage.

Pour la quatrième et dernière partie (b4) de l'élément A.O.R, définie à l'article 7.2.1.4 b ci-après, il convient de prendre en compte la valeur du coefficient applicable au dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement.

6.6 : Précisions sur l'application des coefficients de révision

Dans les conditions du code de la commande publique, il est procédé au règlement de la révision définitive :

- . Soit, dès que l'index permettant le calcul du coefficient définitif est publié ;
- . Soit, en fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

6.7 : Clause de révision de l'avance

En application l'article R.2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en oeuvre de la clause de révision de prix.

ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES DES TITULAIRES

7.1 : Avance

Une avance sera accordée le cas échéant dans les conditions de l'article R.2191-3 et R.2191-13 du code de la commande publique.

Le cas échéant le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

7.2 : Acomptes

Il est fait application des articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique..
Chaque demande d'acompte devra être accompagnée du Relevé d'Identité Bancaire du titulaire.
Le règlement des sommes dues, au titre du présent marché, au (groupement) titulaire (et aux éventuels sous-traitants) fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

7.2.1 : Calcul de l'acompte par phase de mission

7.2.1.1 : Pour l'établissement des documents d'études suivants (DIA, APS, APD, PRO, DCE)

Les prestations incluses dans les éléments **DIA, A.P.S, A.P.D, PRO** et **DCE** peuvent faire l'objet d'un règlement :

- . Soit de façon formelle, après achèvement total et réception de chaque élément concerné par une décision de réception prise par le Maître de l'ouvrage ;
- . Soit, en cas de réception tacite après expiration des délais définis à l'article 7.2.3 ci-après. Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs, , n'excède pas trois mois.

Dans ce cas, l'état périodique, établi par le Maître d'oeuvre :

- . Comporte le compte rendu de l'avancement de l'étude ; et
- . Indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution, étant précisé que ce pourcentage, après accord du Maître de l'ouvrage, servira de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

7.2.1.2 : Pour l'exécution des prestations A.C.T

Selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article **7.2.1.1** du présent document, selon la répartition de ces éléments **A.C.T** en sous éléments comme indiqué ci-après :

- Pour la participation à la commission d'appel d'offres et à l'analyse des offres : **80 %** de la valeur de l'élément **A.C.T** ;
- Pour la mise au point de l'offre (des offres) retenue(s) : **20 %** de la valeur de l'élément **A.C.T**.

7.2.1.3 : Pour l'exécution des éléments VISA

Les prestations incluses dans ces éléments seront réglées en fonction de leur avancement exprimé en pourcentage sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans

d'exécution, plans de synthèse établis par le(s) titulaire(s) du (des) contrat(s) de travaux et présentés au **VISA** du Maître d'oeuvre (**EXE** réalisées en totalité par le(s) entrepreneur(s)).

7.2.1.4 : Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (D.E.T, AOR)

a) Pour l'élément D.E.T (Direction de l'Exécution des Travaux)

Pour :

- la vérification des documents établis par le (les) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux,
 - le contrôle des travaux,
 - la transmission des ordres de services,
 - l'organisation et la direction des réunions de chantiers,
 - la rédaction des procès-verbaux de ces réunions,
 - ainsi que l'information du Maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement réel et prévisionnel des travaux et des dépenses :
 - la part de **60 %** de cet élément **D.E.T**, en fonction de l'avancement exprimé en pourcentage ;
- Pour la vérification des décomptes mensuels présentés par l'(les) entreprise(s) :
- la part de **30 %** de cet élément **D.E.T**, en fonction de l'avancement exprimé en pourcentage ;
- Pour la vérification du (des) projets de décompte(s) final (finaux) établi(s) par l'(les) entrepreneur(s) et pour l'établissement du (des) décompte(s) général (généraux) correspondant :
- la part de **10 %** de cet élément **D.E.T**, étant précisé que ces prestations seront réglées après transmission au Maître de l'ouvrage du (des) décompte(s) général(aux) des travaux, établi(s) par le Maître d'oeuvre

b) Élément AOR (Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement) :

- b1). Pour l'organisation des opérations préalables à la réception :
 - la part de **40 %** de cet élément **A.O.R**, étant précisé que les règlements interviendront après le prononcé de la date retenue pour l'achèvement des travaux ;
- b2). Pour suivre les réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée :
 - la part de **30 %** de cet élément **A.O.R**, étant précisé que le règlement interviendra après la levée de la dernière réserve au vu de la décision du Maître de l'ouvrage ;
- b3). Pour la constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés (**DOE**) nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage :
 - la part de **5 %** de cet élément **A.O.R**, étant précisé que le règlement interviendra après la remise du **DOE**, dans les **3 mois** suivant la date de réception de l'ouvrage ;
- b4). Pour l'examen des désordres signalés par le Maître de l'ouvrage durant la période de garantie de parfait achèvement :
 - la part de **25 %** de cet élément **A.O.R**, étant précisée que le règlement interviendra dans le mois qui suit la date de parfait achèvement.

7.2.1.5 : Pour l'exécution des éléments ES-QE

Ce forfait de rémunération sera réglé par acomptes successifs au prorata de l'avancement de la mission globale.

7.2.1.6 : Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments (ou parties d'éléments) **A.P.S** et **A.P.D** seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'Annexe n° 1 à l'Acte d'Engagement.

A l'occasion du paiement de l'élément "**PRO**" (Etudes de Projet), il sera procédé au réajustement du montant des acomptes relatifs aux éléments **A.P.S** et **A.P.D** selon les montants indiqués dans l'Avenant (ou l'Ordre de Service) défini à l'article 5.3 ci avant, sous réserve que l'ajustement soit prévu dans ledit document, et dans lequel seront toujours mentionnés :

- Le coût prévisionnel des travaux ;

Et

- Le forfait définitif de rémunération et sa (ses) nouvelle(s) répartition(s) entre les différents éléments de mission.

7.2.2 : Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

7.2.2.1 : Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

7.2.2.2 : Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique par voie électronique, par lettre recommandée avec avis de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

7.2.2.3. : Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles conformément aux articles 8.2 et 9 du présent CCAP.

7.2.2.4 : Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent ;
- 2) l'incidence de la TVA ;
- 3) l'incidence de la variation des prix ;

4) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

7.2.3 : Modalités de règlement de l'acompte

7.2.3.1 : La demande d'acompte

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par voie électronique, par lettre recommandée avec accusé de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

7.2.3.2 : Échéancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
APS, APD, PRO et VISA	<p>Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite).</p> <p>Toutefois ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois (3) mois.</p> <p>Dans ce cas, l'état périodique comporte le compte-rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.</p>
PRO	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • après réception des études de projet : 80,00% ; • après l'approbation du maître d'ouvrage : 20,00%.
ACT	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • après réception du Dossier de Consultation des Entreprises : 60,00% ; • après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 40,00%.
VISA des études d'exécution	<p>Au prorata de l'avancement de la mission</p>
DET	<p>Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués, depuis le début : 85,00% ; • à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15,00%.
AOR	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 25,00% ; • à la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés : 25,00% ; • à l'achèvement des levées de réserves : 25,00% ; • à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 25,00%.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS et APD, seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après

passation de l'avenant fixant l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément projet (PRO), à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments de l'APD.

7.2.4 : Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

7.3 : Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 25 (achèvement de ma mission du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

7.3.1 : Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application des articles 8.2 et 9 du présent CCAP ;
- d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

7.3.2 : Décompte général – État du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de **trente (30) jours** qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) L'état du solde à verser au maître d'œuvre : ce montant étant la récapitulation des postes c) d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser : cette récapitulation constitue le montant du décompte général ;
- h) Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

Le représentant du maître d'ouvrage le notifie au maître d'œuvre avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- **quarante (40) jours** après la date de remise au maître d'ouvrage de la demande de paiement du solde par le maître d'œuvre ;
- **douze (12) jours** après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En cas de non-respect des délais de notification mentionnés ci-dessus, le maître d'œuvre met en demeure le maître d'ouvrage de procéder à la notification du décompte général dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la réception de la mise en demeure. A défaut, en cas de désaccord, le maître d'œuvre peut saisir le tribunal administratif compétent.

Si le décompte général est notifié au maître d'œuvre postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le maître d'œuvre n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter la lettre de réclamation mentionnée à l'article 35.2 du CCAG-MOE.

7.3.3 : Acceptation du décompte général par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de **quarante-cinq (45) jours** à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserve, en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si le maître d'œuvre ne renvoie pas le décompte général signé dans le délai précité ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif.

7.3.4 Décompte général et définitif

A compter de la date d'acceptation, sans réserve, du décompte général par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde. Ce décompte lie définitivement les parties sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

7.3.5 : Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le maître d'œuvre ou de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courants à compter de la date de la demande présentée par le maître d'œuvre.

7.4 : Modalités de paiement en cas de cotraitance

Le règlement sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-MOE.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

7.5 : Modalités de paiement en cas de sous-traitance

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au maître d'œuvre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du maître d'œuvre contre récépissé.

Le maître d'œuvre a **quinze (15) jours** pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le maître d'œuvre a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le maître d'ouvrage adresse sans délai au maître d'œuvre une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du maître d'œuvre sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de **quinze (15) jours** mentionné plus haut si, pendant ce délai, le maître d'œuvre n'a notifié aucun accord, ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

7.6 : Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>, dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :
 - Le destinataire est-il l'Etat : non
 - Siret : 130 008 857 00018
 - Raison sociale : Établissement Manufactures nationales, Sèvres & Mobilier national
 - Code service : SEVRES
 - Libellé service : sans objet
- Rubrique références :
 - Numéro d'engagement : information non obligatoire
 - [Numéro du marché : information non obligatoire](#)

7.7 : Délais de paiement - Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses de révision et de pénalisation.

Par ailleurs, en cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du maître d'œuvre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, telle que prévue à l'article D.2192-35 du code de la commande publique

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

7.8 : Prestations supplémentaires ou modificatives

La loi PACTE du 23 mai 2019, codifiée à l'article L2194-3 du Code de la commande publique, impose la valorisation financière des ordres de service (dans les marchés publics de travaux).

En cas de prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage dans le marché de MOE : Conformément au CCAG-MOE, lorsque le maître d'ouvrage prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service. Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

7.9 : Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le maître d'ouvrage.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

7.10 : Nantissement et cession de créances

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou de cession de créances de la part du maître d'œuvre, qui en fait la demande auprès du maître d'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance intervenant après le nantissement ou la cession du marché par le maître d'œuvre, ce dernier doit produire au maître d'ouvrage une main levée de l'organisme financier, auquel a été nanti ou cédé le marché, à hauteur du montant des prestations sous-traitées.

Conformément aux articles L.312-23 à L.313-34 du code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès du maître d'ouvrage.

CHAPITRE III : DELAIS ET PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 8 – DELAIS ET PENALITES EN PHASE ETUDE

8.1 Délais d'établissement des documents d'étude

8.1.1 : Délais ayant trait aux documents d'étude

→ Conditions de présentation des prestations par le maître d'oeuvre

Le point de départ des délais pour chacun des documents d'études sont les suivants :

Le point de départ des délais est indiqué ci-dessous : <i>Éléments de missions</i>	<i>Points de départ des délais</i>
- Etudes Diagnostic (DIA)	Notification d'attribution au titulaire du marché de maîtrise d'œuvre
- Etudes Avant-Projet Sommaire (APS) - Etudes Avant-Projet Définitif (APD)	Date de réception par le maître d'oeuvre de l'ordre de service de démarrage de l'élément de mission concerné ou date de commencement indiquée dans l'OS de la phase concernée si cette dernière date est postérieure.
- Constitution du dossier de demande d'urbanisme	Notification par OS au maître d'œuvre de la validation de la phase APS
- Transmission du Dossier des demandes d'urbanisme aux institutions - Etudes de projet (PRO)	Notification par OS au maître d'œuvre de la validation de l'APD
- Constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE), comprenant le CCTP et les pièces financières	Notification par OS au maître d'œuvre de la validation de la phase PRO
- Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)	Approbation par le maître d'ouvrage du DCE, vaut décision de lancer la consultation des entreprise

- Assistance contrats de travaux (Analyse des offres initiales) ACT/Analyse	Date de réception par le maître d'oeuvre des plis contenant les offres initiales.
Assistance contrats de travaux (Analyse des offres après négociation)	Date de réception par le maître d'oeuvre des plis contenant les offres négociées.
Visa des documents d'exécution	Transmission des études d'exécution par les entreprises de travaux ou la maîtrise d'ouvrage.
Dossiers des ouvrages exécutés	Date retenue par le maître d'ouvrage comme étant la date de réception des travaux.
<i>Etudes Spécifiques – Qualité Environnementale</i>	<i>OS de démarrage des éléments de mission Livrable remis à l'issue de chacune des phases concernées par la mission complémentaire ES-QE</i>

8.1.2 : Délais d'établissement des documents d'études :

Éléments de missions		Délais maximum
Etudes diagnostic (DIA)	4	semaines
Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	3	semaines
Etudes d'avant-projet définitif (APD)	4	semaines
Etudes de projet (PRO)	4	semaines
ACT/DCE - Dossier de consultation des entreprises (comprenant le CCTP et les pièces financières)	2	semaines
ACT/Analyse des offres initiales	1	semaine
ACT/Analyse des offres négociées	1	semaine
VISA		pendant la période de préparation – 1 semaine à compter de la transmission du document par l'entreprise de travaux ou la maîtrise d'ouvrage.
DOE	2	semaines
Etudes Spécifiques – Qualité Environnementale (ES-QE)	1	<i>Semaine : délais compris dans le délai d'établissement des livrables pour chacune des phases concernées par la mission complémentaire ES-QE (APS,APD,PRO)</i>

8.1.3 : Délais ayant trait à l'assistance pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT) :

Le maître d'œuvre est chargé d'élaborer les pièces financières et techniques du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). Ces dernières devront être préalablement validées par le maître d'ouvrage avant le lancement de la consultation. Les pièces administratives seront rédigées par le maître d'ouvrage. Elles seront transmises au maître d'œuvre pour avis. Ce dernier dispose d'un délai de **cinq (5) jours** à compter de la réception des projets de documents pour transmettre ses remarques et observations au maître d'ouvrage.

En cas de modification, le maître d'œuvre doit transmettre un nouveau DCE au maître d'ouvrage dans les **cinq (5) jours** suivant la notification par le maître d'ouvrage des modifications à apporter.

Le maître d'œuvre analyse les offres des entreprises et établit un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation et l'avis d'appel public à la concurrence. Le

rapport d'analyse devra être remis au maître d'ouvrage dans le délai stipulé dans l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage à apporter toutes les modifications à l'analyse des offres qui pourraient être demandées par le maître d'ouvrage dans le cadre de la procédure de passation des marchés de travaux, sans que cela ouvre droit à une rémunération supplémentaire. Pour ce faire, le maître d'œuvre dispose d'un délai de **trois (3) jours** calendaires à compter de la notification de la demande du maître d'ouvrage.

En cas de consultation infructueuse, et en dehors du cas prévu à l'article 15 du présent CCAP « coût de référence des travaux », le maître d'œuvre doit transmettre un nouveau DCE au maître d'ouvrage dans les délais suivants :

- aucune modification technique ou administrative : cinq (5) jours ;
- une modification technique ou administrative doit être apportée au dossier : **dix (10) jours**.

Suite à la nouvelle consultation, le maître d'œuvre analysera les offres et ce, dans conditions exposées ci-dessus.

En cas de négociation, le maître d'œuvre devra analyser les offres négociées des entreprises et établit un nouveau rapport d'analyse. Ce dernier devra être remis au maître d'ouvrage dans un délai fixé d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Ce délai part à compter de la remise des offres négociées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Passé ce délai, la pénalité prévue pour la mission ACT s'appliquera.

8.1.4 : Délais ayant trait à la direction de l'exécution des contrats de travaux

Dès la notification de l'ordre de service de commencer les travaux aux entreprises, le maître d'œuvre dispose des délais suivants pour la direction de l'exécution des contrats de travaux :

- Approbation du calendrier des travaux : **cinq (5) jours** ;
- Visa de plans et notes de calcul produits par les entreprises : **dix (10) jours à compter de réception des documents** ;
- Transmission de ces plans et notes de calcul visés au maître d'ouvrage : **deux (2) jours à compter de la date du visa** ;
- Diffusion des comptes-rendus de chantier : **trois (3) jours à compter de la fin de la réunion** ;
- Établissement des pièces modificatives aux contrats de travaux après accord du maître d'ouvrage : **dix (10) jours à compter de la notification de l'accord du maître d'ouvrage** ;
- En ce qui concerne la réception des travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de :
 - **trois (3) jours** pour donner son avis au maître d'ouvrage sur la date de réception demandée par l'entrepreneur ;
 - **trois (3) jours** pour faire part au maître d'ouvrage de la date envisageable de réception ;
 - **trois (3) jours** à compter des opérations préalables à la réception pour établir et transmettre le procès-verbal et la proposition au maître d'ouvrage de réception de l'ouvrage avec indication des délais de levée des éventuelles réserves ;

- **trois (3) jours** à compter de la visite de levée des réserves pour établir et transmettre le procès-verbal et la proposition au maître d'ouvrage de levée des réserves.

8.1.5 : Délais après réception des travaux (DOE)

Le maître d'œuvre dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la date de remise des dossiers par les entreprises pour établir et transmettre les DOE.

8.1.6 : Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le maître d'œuvre dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Dans cette hypothèse, **et par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE**, le maître d'œuvre dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, pour signaler par écrit au maître d'ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision. Le maître d'ouvrage notifiera par écrit sa décision au maître d'œuvre dans un délai de vingt (20) jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé par son silence, avoir refusé la demande qui lui a été adressée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

8.2 : Pénalités pour retard

8.2.1 – Généralités

L'application des pénalités relatives aux délais sera effectuée sur la simple constatation des dépassements sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Le maître d'ouvrage peut admettre dans certains cas que le retard pris sur un élément de mission soit compensé par l'avance sur un autre élément de mission, notamment pour la phase « étude ».

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont censés être imputable au maître d'œuvre, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché. Les pénalités se cumulent entre elles.

Les présentes stipulations sont également applicables aux pénalités prévues pour la phase « travaux » (article 9 du présent CCAP).

8.2.2 – Phase d'étude

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard constaté est fixé à :

APS/APD	Cinquante euros (50,00 €)
PRO	
DCE	
ACT	

8.2.3 – Direction de l'exécution des travaux

Le dépassement des délais fixés à l'article 8.1.3 du présent CCAP entraîne l'application des pénalités suivantes :

- retard dans la direction technique du chantier (visa de plans, approbation d'échantillons, diffusion de notes, comptes-rendus, ...) : **cinquante euros (50 €) par jour calendaire de retard constaté** ;
- retard dans le suivi financier des contrats de travaux (avenant, réception, ...) : **cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard constaté**.

8.2.4 – Dossier après travaux (DOE)

Le dépassement des délais fixés à l'article 8.1.4 du CCAP entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à **cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard constaté**.

8.2.5 - Pénalité pour retard et absence aux rendez-vous

En cas de retard non justifié, supérieur à **trente (30) minutes**, aux rendez-vous auxquels le maître d'œuvre est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci subira sur ces créances une pénalité égale à **cinquante euros (50,00 €) par retard non justifié**.

En cas d'absence non motivée aux rendez-vous auxquels le maître d'œuvre est dûment convoqué, celui-ci subira sur ces créances une pénalité de **soixante-dix euros (70,00 €) par absence constatée**.

Cette pénalité est applicable en phase « études » comme en phase « travaux ».

8.2.6 - Pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études

Une pénalité de **cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard** constaté est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires visées à l'article 15 ci-dessous, et des études rectifiées visées à l'article 8.3.3 du présent CCAP.

8.3 : Réception des documents d'études

8.3.1 - Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents seront remis sur supports papier et informatique. Pour chaque mission, les documents doivent être remis au format informatique (envoi par courriel ou sur support

dématérialisé : clé USB). Les formats informatiques sont : .doc ; .pdf ; .jpeg ; .dwg. Les fichiers « vivants » doivent être joints pour permettre au maître d'ouvrage de mettre à jour sa base de données. Les fichiers transmis doivent être traités par un antivirus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le maître d'œuvre devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de sept (7) jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au maître d'œuvre de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Le maître d'ouvrage refusera tous les documents d'étude incomplets. Le maître d'ouvrage retournera le document incomplet et exigera du maître d'œuvre de le reprendre. Le refus du maître d'ouvrage ne suspend pas le délai d'exécution.

8.3.2 : Nombre d'exemplaire :

Les documents d'études définis au CCTP sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires papier et numérique à fournir. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Code	Nombre d'exemplaires
DIA	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé
APS	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé
APD	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé
PRO	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé
DCE	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé
DOE	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé
ES-QE	1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé pour chacune des phases concernées par la mission ES-QE

8.3.3 – Délais de réception du maître d'ouvrage

En application des articles 20 et 21 du CCAG-MOE, **et par dérogation aux articles 20.2 et 20.5 du CCAG-MOE**, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir dans un délai de **deux (2) mois** à compter à compter de la réalisation de la prestation.

Si la décision prise par le maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21.1 du CCAG-MOE.

Par dérogation aux articles 21.2.1 et 21.4 du CCAG-MOE en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le maître d'œuvre dispose des délais fixés par le maître d'ouvrage pour effectuer une

nouvelle prestation. En cas de non-respect de ces délais par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage appliquera les pénalités prévues à l'article 8.2.6 du présent CCAP. En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

ARTICLE 9 – DELAIS ET PENALITES EN PHASE TRAVAUX

9.1 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs et qui lui sont transmis par voie électronique, lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage, en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le maître d'œuvre est tenu de procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur déposé par voie électronique sur Chorus Pro. Pour ce faire, le maître d'ouvrage lui transmettra les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

9.1.1 – Délais de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, à la notification de l'état d'acompte mensuel à l'entrepreneur et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à **sept (7) jours** à compter de la réception du document.

9.1.2 - Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour de retard constaté, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à cinquante euros (50,00 €). Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalités} = [M \times T \times (R+15) / 360] \times 100$$

Dans laquelle :

M : montant de l'acompte,

T : taux de l'intérêt légal + 2 points,

R : retard en nombre de jours.

9.2 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par voie électronique, lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après

vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le décompte général.

Le maître d'œuvre est tenu de procéder à la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur déposé par voie électronique sur Chorus Pro. Pour ce faire, le maître d'ouvrage lui transmettra les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

9.2.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à **dix (10) jours** à compter de la réception du document.

9.2.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte et l'établissement du décompte général, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **cinquante euros (50,00 €)**.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décomptes mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

9.3 - Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **quinze (15) jours** à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise. Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard constaté est de **cinquante euros (50,00 €)**.

9.4 - Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par ordre de service. Une pénalité de **cinquante euros (50,00 €)** par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

9.5 – Pénalités en cas de retard dans la notification des ordres de service aux entrepreneurs

Cf. article 4.3 du présent CCAP « Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre ».

9.6 - Suspension des délais de paiement

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le maître d'œuvre doit aussitôt en informer le maître d'ouvrage afin de lui permettre de mettre en œuvre la procédure par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, **quinze (15) jours** au moins avant l'expiration du délai de paiement.

9.7 – Non réalisation des constatations contradictions

Sans préjudice de l'application de l'article 25 du présent CCAP « Achèvement de la mission », en cas de non réalisation par le maître d'œuvre des constatations contradictoires prévues aux articles 11.4 et 11.5 du CCAG-travaux, dans les **huit (8) jours** de la demande qui lui a été faite par le titulaire, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **cinquante euros (50,00 €)** sans mise en demeure préalable.

De plus, dans le cas où, dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne serait pas présent ou représenté à la date fixée, ou refuserait de procéder aux constatations, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire complémentaire de **deux cents euros (200,00 €)**.

CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 10 – CONTROLE DES COUTS DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage institue une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires. Cette procédure consiste en la mise à jour mensuelle de la décomposition par lots du montant des travaux, au fur et à mesure de l'avancement des études et du chantier.

Le maître d'œuvre doit fournir au maître d'ouvrage les éléments nécessaires à l'établissement du coût final estimé de chacun des lots en intégrant toutes les variations prévisionnelles liées au déroulement des opérations.

Le maître d'œuvre établit un état faisant apparaître la décomposition de l'estimation des travaux par lot. Cet état comporte en annexe l'origine et le montant des modifications apportées au projet conformément aux dispositions ci-dessous en distinguant :

- les prestations "Tm" introduites sur demande du maître d'ouvrage ;
- les prestations "Tc" introduites par le maître d'œuvre.

Cet état est produit par le maître d'œuvre en euros HT valeur Mo.

Le maître d'œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou au respect des coûts, peut proposer des prestations modificatives référencées Tc.

Les modifications de type Tc apparaissant après la conclusion du marché de travaux sont comptabilisées séparément après accord du maître d'ouvrage sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le maître d'œuvre.

Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier l'estimation définitive ou le coût notifié des travaux, ainsi que le forfait de rémunération, sous réserve de l'application des pénalités définies à aux articles 8.2 et 9 ci-dessus. Ces modifications ne doivent pas avoir pour conséquence une quelconque modification du calendrier prévisionnel.

Toutefois, si ces modifications sont consécutives à des événements non prévisibles au moment de l'établissement du DCE, elles peuvent, après accord du maître d'ouvrage, être classées en Tm.

ARTICLE 11 – COUT PREVISIONNEL DE TRAVAUX (CP)

11.1 : Enveloppe et contenu des prestations

L'enveloppe financière (Ef) affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

11.1.1 – Contrôle des coûts prévisionnels des travaux

L'enveloppe financière (Ef-TF) affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux de la tranche ferme nécessaires à la réalisation du programme. Elle est établie 220 000 € HT (264 000 € TTC) en valeur xxx 2026.

L'enveloppe financière (Ef-TO) affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux de la tranche ferme nécessaires à la réalisation du programme. Elle est établie 30 000 € HT (36 000 € TTC) en valeur xxx 2026.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

11.1.2 : Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cpd)

L'exécution des études d'Avant-Projet (APS et APD) permettra au maître d'œuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation (Cpd).

Si le coût de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière (Ef-TF ou Ef-TO) arrêtée par le maître d'ouvrage à l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

En cas de dépassement de l'enveloppe financière (Ef-TF ou Ef-TO) de plus de quinze pourcent (15 %), le maître d'ouvrage se réservera le droit de résilier le marché aux torts du maître d'œuvre, conformément à l'article 16.2 du présent CCAP.

Après réception de l'Avant-Projet (APS et APD) par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues dans le présent CCAP.

Le coût prévisionnel des travaux correspond à la somme des marchés publics de travaux tous corps d'état.

ARTICLE 12 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo) fixé par l'acte d'engagement.

ARTICLE 13 - TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de dix pour cent (10,00%).

ARTICLE 14 - SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance (Tte) est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 13 du présent CCAP « tolérance sur le cout prévisionnel des travaux ».

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande. Il est précisé que les reprises gratuites d'étude s'inscrivent dans le cadre du délai contractuel des études, tout retard constaté est par conséquent pénalisable.

ARTICLE 15 : COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés publics de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence - CMT). Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment) ou TP01 (catégorie infrastructure) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'œuvre. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau DCE ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de **vingt (20) jours** suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un DCE dans un délai de **dix (10) jours** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation ou engager une négociation. En cas de retard dans la remise de ces études complémentaires, le maître d'ouvrage appliquera les pénalités prévues à l'article 8.2.6 du CCAP « Pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études ».

Dans l'hypothèse où, malgré la nouvelle consultation et/ou les négociations, le coût de référence des travaux ne pourrait conduire à un prix inférieur au coût prévisionnel définitif (Cpd) assorti de son seuil de tolérance, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 27.2 du CCAP « Résiliation du marché public aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers ».

CHAPITRE V : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 16 : COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre qui s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

ARTICLE 17 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des marchés de travaux.

ARTICLE 18 : TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de **cinq pour cent (5,00%)**.

ARTICLE 19 : SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 18 du présent CCAP « Tolérance sur le coût de réalisation des travaux ».

ARTICLE 20 : COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage, est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix. Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables au maître d'œuvre.

ARTICLE 21 : REFACTION POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.621-41 du code du patrimoine, si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 19 ci-avant « Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux », le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération fixé dans l'acte d'engagement multiplié par trois (3).

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder **quinze pourcent (15,00%)** du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA+DET+AOR).

ARTICLE 22 : MESURES CONSERVATOIRES

Si, en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 18 du présent CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage, par fractions, réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

ARTICLE 23 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter, par l'entreprise, l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 24 : UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-MOE et des dispositions du présent CCAP.

Le maître d'œuvre cède, à titre exclusif, au maître d'ouvrage les droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale, tels qu'ils sont définis par les articles L.122-2, L.122-3 et L.122-4 du code de la propriété intellectuelle, sur les documents protégés par le droit d'auteur réalisés dans le cadre du présent marché (ci-après désignés « les Documents »), sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, internet, vidéographique, cinématographique, exposition...).

Ces droits comprennent le droit de reproduire, de représenter et d'adapter, ensemble ou séparément, tout ou partie des Documents, y compris dans le cadre d'œuvres composites, d'œuvres de collaboration ou d'œuvres collectives.

Les Documents sont notamment les suivants :

- les créations et les conceptions nées de l'exécution du marché quel qu'en soit le support (rapports, méthodologies, études, compte-rendu, plans et graphiques, expertises, photographies, analyses, relevés, illustrations, dessins, etc.) ;
- les documents et dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, le dossier de sécurité, les prototypes, maquettes, esquisses, avant-projet, croquis, illustrations, recherches graphiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;
- tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent marché.

La présente cession comporte pour le maître d'ouvrage le droit d'exploiter directement ou de céder, en tout ou partie, les droits suivants. Ainsi, il est convenu que le maître d'ouvrage pourra exploiter lui-même lesdits droits, mais également pourra consentir des autorisations ou cessions à des tiers tant en France qu'à l'étranger.

La cession exclusive des droits sur les Documents est consentie au maître d'ouvrage pour toutes les exploitations de ce dernier, et de ses ayants-droit et, notamment celles ayant pour objet l'accomplissement des activités et missions propres, actuelles ou à venir, du maître d'ouvrage que la diffusion des Documents soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, qu'elle soit directe ou indirecte.

Les exploitations des Documents sont notamment :

- l'archivage, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents, par le maître d'ouvrage et/ou ses Partenaires et leur consultation gratuite, sur place, par le public ;
- pour les besoins directement ou indirectement liés à l'exécution du présent marché ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents sur le réseau Intranet du maître d'ouvrage et/ou sur le réseau Intranet de ses Partenaires ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents sur les sites Internet édités ou co-édités par le maître d'ouvrage et les sites Internet édités ou co-édités par ses Partenaires ;
- sous toute forme d'édition électronique et sur tous supports numériques, magnétiques ou optiques et notamment CD-ROM et DVD, disque dur, amovible ou non, téléphone mobile, smartphones, tablettes numériques, carte mémoire, lecteur/enregistreur numérique, lecteur MP3 et MP4, assistant personnel, PDA, clef usb, e-book, agenda électronique, ainsi que sur les réseaux numériques, notamment Internet et Intranet ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir ;

- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents sur tous supports destinés à la communication institutionnelle interne ou externe du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, rapports d'activité, articles de presse écrite ou télédiffusés, films de promotion, ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par le maître d'ouvrage et/ou par ses Partenaires ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents, dans le cadre de conférences, séminaires, cours, formations, présentations ou ateliers tenus au sein des espaces du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires ;
- plus généralement aux fins de réalisation des missions statutaires du maître d'ouvrage.

Cette cession est consentie pour le monde entier et pour toute la durée de protection des éléments précités, au titre des lois françaises, lois étrangères et conventions internationales, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

Le maître d'œuvre déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits dont il dispose au profit du maître d'ouvrage aux termes des présentes. Il garantit expressément la libre jouissance des droits ainsi cédés contre tous troubles, revendications, ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire figurer le nom du maître d'œuvre sur tous les supports reproduisant ou représentant les Documents, dans la mesure où cela est matériellement possible, sous une forme convenue d'un commun accord entre les parties.

La clause d'exclusivité étant entendue, le maître d'œuvre s'interdit, sauf accord préalable écrit du maître d'ouvrage, d'exploiter les Documents de quelque manière que ce soit.

L'utilisation des documents transmis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre est strictement limitée à l'exécution du présent marché. Toute autre utilisation par le maître d'œuvre est expressément interdite, sous réserve de l'accord préalable et écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

24.4- Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures

nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au maître d'œuvre, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

ARTICLE 25 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1, 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, sous réserve de l'instruction par le maître d'œuvre des éventuels mémoires en réclamation des entreprises. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf dérogation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée des réserves.

La mission de maître d'œuvre se prolongera au-delà de la date d'achèvement définie ci-dessus, en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE VI : RÉSILIATION DU MARCHÉ PUBLIC - CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 26 : REGLEMENT A L'AMiable DES DIFFERENTS

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis le ministère de la culture

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC

Dans tous les cas de résiliation du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger du maître d'œuvre la remise des prestations en cours d'exécution et, le cas échéant, en cas de résiliation aux torts du maître d'œuvre, leur exécution aux frais et risques de ce dernier. De plus, le maître d'œuvre sera tenu de remettre les documents réalisés, et tout autre document qui lui aura été confié par le maître d'ouvrage, dans les **trente (30) jours** à compter de la date de résiliation, faute de quoi, une pénalité de **cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté** lui sera appliquée.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

27.1 - Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie le présent marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du maître d'œuvre, ce dernier percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à **deux pourcent (2,00%)**.

27.2 - Résiliation du marché public aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de **dix pourcent (10,00%)**. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du maître d'œuvre (art. 28.1 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE, le présent marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 13 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail, il sera fait application aux torts du maître d'œuvre des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le marché pour faute du titulaire en cas de manquements aux dispositions contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-MOE, les cas de résiliation ne sont pas limitatifs.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché après résiliation seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

27.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques du maître d'œuvre

A condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du maître d'œuvre :

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard et ce, sans mise en demeure préalable ;
- soit en cas de retard de plus de **vingt (20) jours** dans l'exécution des prestations et ce, après mise en demeure préalable restée sans effet ;
- soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du maître d'œuvre.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre, est à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

27.4 - Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché. Dans ce cas, le maître d'ouvrage peut accepter ou refuser la demande. Le maître d'ouvrage notifiera sa réponse dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

Si le maître d'ouvrage accepte la résiliation du marché, le maître d'œuvre devra verser au maître d'ouvrage une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, du présent marché un pourcentage égal à **cinq (5,00%)**.

27.5 – Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 29.1 du CCAG-MOE, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement. Les cas de résiliation mentionnés à l'article 29 CCAG-MOE ne donnent pas lieu à indemnisation du maître d'œuvre.

27.6 – Résiliation pour non remise des documents demandés dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé

Tous les six (6) mois à compter de la notification du présent marché, le maître d'œuvre devra fournir, selon sa situation, les pièces exigées aux articles D.8222-5 et D.8254-2 du code du travail. En cas de non remise des pièces susmentionnées par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché aux torts du maître d'œuvre, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

27.7 – Résiliation encourue en cas de non-respect par le maître d'œuvre de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le maître d'œuvre est informé qu'il encourt la résiliation du présent marché dans les conditions suivantes :

Lorsque le maître d'ouvrage est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le maître d'œuvre des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le maître d'œuvre devra apporter au maître d'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de **deux (2) mois**.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le maître d'ouvrage en informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier le présent marché sans indemnité, aux frais et risques du maître d'œuvre.

ARTICLE 28 : ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis dans le présent CCAP. La décision d'arrêter ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du présent marché. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du présent marché.

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

ARTICLE 29 : ASSURANCES

Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil, et d'une assurance responsabilité civile professionnelle.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance définie aux articles L.241-1 et L.243-1-1 du code des assurances, ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération. Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

À tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le maître d'œuvre s'engage à en informer le maître d'ouvrage, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Le maître d'œuvre s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

ARTICLE 30 : CLAUSES DIVERSES

30.1 – Règlement des litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la conclusion, la validation, l'interprétation et l'exécution du présent marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, seront jugées par le tribunal compétent du ressort du maître d'ouvrage.

30.2 - Arrêt momentané des prestations

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du maître d'œuvre, pour des causes non imputables à celui-ci, le forfait de rémunération et les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

30.3 - Dérogations

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé
Article 2 (pièces constitutives)	CCAG-PI article 4.1
Article 4.2 (protection main-d'œuvre)	CCAG-MOE article 6.2
Article 4.3.3 (ordres de service – réserves et refus)	CCAG-MOE article 3.8
Article 4.3.3 (refus OS – sécurité/légalité)	CCAG-MOE article 3.8.3 (alinéa 1)
Article 4.3.3 (refus OS démarrage tardif)	CCAG-MOE article 3.8.3 (alinéa 2)
Article 8.1.6 (prolongation des délais)	CCAG-MOE article 15.3.2
Article 8.2.1 (pénalités – seuil d'exonération supprimé)	CCAG-MOE article 16.2.1
Article 8.3.1 (présentation documents d'études)	CCAG-MOE article 20
Article 8.3.3 (réception documents d'études – délais et modalités)	CCAG-MOE articles 20.2, 20.5, 21.2.1, 21.4.1